



CONFERENCE MONDIALE DES PEUPLES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES DROITS DE LA TERRE MERE

19 au 22 avril 2010

Document de synthèse et analyse préparé par AVSF Bolivie

Pourquoi cette conférence ?

Suite à l'échec des négociations du sommet de Copenhague en 2009 et au manque de volontés politiques des pays « développés » et « émergents » de s'engager à lutter contre le changement climatique et ses conséquences, Evo Morales Ayma, président de l'Etat Plurinational de Bolivie, convoqua différents gouvernements, mouvements sociaux et défenseurs de la planète à la première Conférence Mondiale des Peuples Sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère. Du 19 au 22 avril 2010, ce sont près de 30 000 personnes du monde entier qui se sont réunies à Cochabamba afin de réfléchir ensemble aux solutions et actions à entreprendre dès aujourd'hui pour éviter d'accentuer les dommages et souffrances dus à cette crise et établir une meilleure harmonie entre nos sociétés et la mère nature.

Les principaux points de mécontentement suite à Copenhague étaient le refus de pays industrialisés de reconnaître leur dette climatique envers les pays en développement, les générations futures et la Terre Mère. Les discussions s'orientèrent uniquement à des solutions mercantiles tandis que la nécessité de changements profonds des modes de production ne fut absolument pas évoquée et la voix des peuples indigènes et des mouvements sociaux ne fut pas écoutée. Le sommet s'est donc attaché à rappeler les causes du changement climatique et la culpabilité des pays industrialisés et de leur modèle de développement capitaliste comme base à la définition d'un agenda d'actions concrètes à mettre en œuvre par ces pays et dans l'espoir de le faire valider à l'ONU. L'organisation de ce sommet est le résultat d'une préparation marathonienne (deux mois à peine) afin de pouvoir en présenter les conclusions avant le 7 mai, date de clôture de l'agenda de l'ONU pour préparer la conférence de Cancún. Les organisateurs ont gagné leur défi contre la montre puisque Evo Morales a été reçu par les Nations Unies le 7 mai 2010 pour présenter les conclusions du sommet des peuples.

Cette conférence s'est donné six principaux objectifs:

- Analyser les causes du changement climatique et proposer des solutions qui rendraient possible le bien-être de l'humanité toute entière en accord avec la nature
- Discuter et rédiger un projet de "Déclaration universelle des droits de la Terre Mère" reprenant le principe de celle des droits de l'Homme
- S'entendre sur des propositions de nouveaux engagements dans le cadre du protocole de Kyoto et sur des décisions de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement

Une forte représentation

Même si peu de présidents ont répondu à cet appel en dehors de la Bolivie et du Venezuela, de nombreux représentants de pays comme le Nicaragua, Cuba, l'Allemagne, le Mexique, les Etats-Unis, l'Equateur, et la France, par l'intermédiaire de Brice Lalonde, ancien ministre de l'environnement ont participé. Selon les organisateurs de la conférence, 135 pays y étaient représentés dont 90 représentants officiels.

La société civile des pays « en voie de développement », principale victime du changement climatique, était fortement représentée par l'intermédiaire de nombreuses ONG nationales et internationales ainsi que par de nombreux représentants des peuples indigènes de l'Amérique du Sud mais aussi d'Afrique, Amérique du nord, Océanie...

Ettaient aussi présents des universités, des scientifiques, des mouvements politiques et religieux, ainsi que de nombreux anonymes, qui se sont rassemblés au nom de la défense de l'environnement pour les générations futures.

Des personnalités ont aussi fait le déplacement comme Naomi Klein, journaliste et chercheur Canadienne, Enrique Leff, coordinateur du programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUMA), Leonardo Boff, philosophe, écrivain, professeur, écologiste brésilien, Beverly Keene, économiste américaine, ou Eduardo Galeano, écrivain et défenseur des droits des peuples indigènes, absent mais représenté par l'ambassadeur d'Uruguay lors de la cérémonie d'ouverture ...

climatique

- Travailler à l'organisation d'un référendum mondial des peuples sur le changement climatique
- Analyser et définir un plan d'action la constitution d'un Tribunal de Justice Climatique
- Définir les stratégies d'action et de mobilisation pour la défense de la vie et des droits de la Terre Mère

Organisation et thèmes de réflexion

Une cérémonie traditionnelle en hommage à la Terre mère a inauguré la conférence, suivie par les discours des différents représentants des gouvernements et des différents peuples indigènes d'Amérique et du Monde. Le discours d'Evo Morales s'est fait plutôt remarqué par les quelques anecdotes destinées à démontrer les effets néfastes du changement climatique mais surtout du système capitaliste accusé d'être le responsable des crises climatique, alimentaire, sociale, culturelle, environnementale... Il a défendu un modèle socialiste communautaire et un retour aux savoirs ancestraux et pratiques traditionnelles afin de retrouver une certaine harmonie avec la nature.

Durant les 3 jours, le sommet offrait 3 différents espaces de réflexion (vous trouverez la liste complète sur le [site de la CMPCC](#)):

- Les 13 conférences thématiques donnant la parole à divers experts. Les principaux thèmes traitaient étaient : avancées scientifiques sur le changement climatique (chiffres, causes...); migrations climatiques ; propositions de nouveaux modèles de sociétés ; création d'un tribunal de justice climatique ; organisation d'un référendum mondial; la dette climatique ; le financement ; les nouvelles technologies ; les marchés carbone ; les droits de la Terre Mère ; perspectives des gouvernements ; forêts, souveraineté alimentaire et eau.
- Les 17 tables rondes qui ont pu rédiger chacune les propositions d'actions relatives à chaque thème de travail. Le document final unique appelé « accord des peuples » regroupe toutes ces propositions.
- Une table alternative mais toujours pas officialisée, convoquée par le Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu (CONAMAQ), instance représentant les différents territoires et peuples indigènes de l'altiplano bolivien, et traitant des contradictions intrinsèques des régimes latino-américains dits populaires mais appliquant des politiques qui suivent la logique de développement basé sur l'exploitation et exportation de ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz) et l'exportation de produits agroalimentaires (soja, banane, crevettes,...)
- Plus de 100 évènements « autogérés » d'échanges, de rencontres et de débats sur divers sujets relatifs au changement climatique.

La conférence s'est achevée par un dialogue entre peuples et gouvernements, en l'occurrence les présidents bolivien et vénézuélien et les autres représentants présents.

La déclaration des « droits de la Terre Mère », partie du document final, a été lue lors de la cérémonie de clôture de la conférence.

Points forts de la déclaration finale

En premier lieu cet accord reconnaît le système capitaliste comme responsable de l'exploitation abusive des ressources naturelles et de la dégradation de la Terre Mère ; le changement climatique n'étant qu'une conséquence de ce modèle de développement.

Il propose des changements profonds des modes de production agricole vers une agriculture paysanne et indienne originaire, incluant le droit des paysans à contrôler leurs propres semences, leur eau, leur terre pour une production destinée à la souveraineté alimentaire.

Puis, cette déclaration s'adresse aux pays « développés » exigeant en outre une ratification de TOUS les pays au protocole de Kyoto et le rejet de l' « accord de Copenhague », une réduction drastique de 50% de leurs émissions de gaz à effet de serre pour la période 2013-2017 par rapport à 1990, le rejet des mécanismes de marché de carbone considérés comme un échappatoire à leurs engagements, le paiement de leur dette climatique et la mise en place d'un fond d'adaptation géré par les pays en voie de développement, le transfert de technologie appliqué à l'établissement de modèles de production alternatifs, la prise en charge des centaines de milliers de « réfugiés climatiques » et la reconnaissance et application de la Déclaration des Droits de la Terre Mère.

Entre autres exigences, l'on peut aussi citer la reconnaissance de l'eau comme un Droit Humain Fondamental, le respect de la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes (en particulier le droit à être consulté quand il s'agit d'exploiter des ressources situées sur les territoires indiens) ainsi que la condamnation des mécanismes REDD + et ++.

Les ressources économiques nécessaires au financement de l'adaptation au changement climatique, de la protection et conservation des forêts et de la lutte contre la déforestation doit être transféré de manière directe et inconditionnelle au pays en voie de développement. Pour garantir une lutte efficace contre cette crise et ses effets, il est demandé aux pays développés de s'engager à verser 6 % de leur PNB par an, financement additionnel à l'aide publique actuelle au développement. Cette aide à la mitigation et l'adaptation est considéré par ailleurs comme devant permettre aux pays en développement de participer à l'atténuation du changement climatique et non comme une résignation à devoir accepter l'inéluctable et s'y adapter.

Enfin, les 2 points phares de cet accord sont **l'organisation d'un référendum mondial** sur les processus locaux et globaux à entreprendre pour lutter contre le changement climatique (rejet des décisions de Copenhague, nécessité de réductions effectives des émissions par les pays développés et de la réabsorption de leurs émissions actuelles et historiques, changements de modèles de développement et d'équilibres mondiaux en proposant notamment le transfert du montant des budgets des guerres à la défense de la planète...), ainsi que la création d'un **Tribunal de Justice Climatique et Environnementale** qui puisse juger et sanctionner toutes les atteintes à l'environnement et exiger réparation.

Parallèlement à l'Accord des Peuples, la Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère a été rédigée. Ce document considère la Terre Mère comme un être vivant à part entière et précise les obligations de l'humanité envers ses droits. Vous trouverez ce document sur le [site de la CMPCC](#)

Analyse et perceptions d'AVSF et ses partenaires

Ce sommet, à forte connotation politique, replaçant le gouvernement bolivien au centre des négociations internationales, a pris des allures de forum social revêtant un fort engagement anticapitaliste. Ce fut surtout fut une mobilisation nécessaire portant des valeurs profondes basées sur le constat indéniable que les Etats et Peuples de la planète doivent agir ensemble et de manière urgente pour enrayer et limiter les effets de la crise climatique que certains scientifiques considèrent déjà comme irréversible. Nous pouvons faire ressortir de cette rencontre plusieurs thèmes relatifs au positionnement d'AVSF face au changement climatique.

• **Les modèles de production agricole au centre du débat**

Le changement climatique menace la souveraineté alimentaire de tous les peuples du monde. Le modèle capitaliste actuellement en vigueur prône une production d'aliments pour le marché (alimentaire ou de transport) utilisant des pratiques nuisant la Terre Mère et non pas une production qui garantissant le droit à l'alimentation de chacun. Ce modèle « impérialiste » est présenté comme étant une des principales causes du changement climatique, du manque de ressources en eau et de la distribution inéquitable de celle ci, de la destruction des économies locales, des problèmes environnementaux, de l'augmentation du nombre de personne en état de mal nutrition, de l'exode des populations rurales et de leur perte d'identité.

L'agriculture paysanne, le plus souvent dénommée comme agriculture écologique, traditionnelle, originaire ou indigène, a été au centre des discussions et des déclarations, reconnue comme le mode de gestion des territoires et de production le plus adapté et le plus respectueux de l'environnement. La table de travail « agriculture et souveraineté alimentaire » prône la défense, revalorisation et diffusion des modèles soutenable de production agricole (recherche de pratiques non polluantes, amélioration de l'usage des sols, protection et meilleure gestion des ressources hydriques, renforcement des marchés locaux, consolidation de l'économie familiale paysanne indigène et à la souveraineté alimentaire...), cherche à impulser un processus de réforme agraire intégral pour garantir le respect des territoires paysans indigènes et rejette les technologies nuisibles (agrocombustibles, OGM, nanotechnologie, geoingénierie, technologie Terminator et autres) ainsi que toute forme de propriété intellectuelle sur toute forme de vie et connaissances traditionnelles, et.

C'est qu'en effet le sommet est resté très imprégné de la « mystique » andine, centré sur les pratiques ancestrales des peuples originaires de l'altiplano. De fait, certaines déclarations sont difficiles à transposer directement à d'autres continents si l'on ne prend pas la liberté d'interpréter les valeurs de gestion durable que porte la symbolique des modes de vie traditionnels andin, comme le respect des cycles naturels biologiques, la préservation d'un patrimoine génétique ancestral, la complémentarité des modes d'échanges (commerce, troc, travail collectif), la gestion collective des ressources naturelles et productives, la multiplicité des activités économiques paysannes (production agricole, élevage, commerce, vente de main d'œuvre....).

• **En marge du sommet : quelques thèmes sources de divergences**

Les organisations paysannes, réunies autour de la table ronde n°18 dite « populaire », publient dans leur déclaration finale un discours similaire à la déclaration officielle des droits de la Terre Mère préparé préalablement. Toutefois plusieurs organisations dénoncent les contradictions des politiques gouvernementales qui simultanément appuient ou tolèrent le modèle capitaliste à l'origine de l'avancée de la déforestation dans le bassin amazonien en faveur d'une production de soja en grande partie transgénique.

La Bolivie se trouve elle-même face aux difficultés d'application de son propre discours au moment d'affronter les jeux de pouvoirs face aux secteurs industriels agroalimentaires et gouvernements régionaux d'opposition (dans l'est du pays), ou lorsqu'il s'agit d'exploiter les ressources minières ou évaporifères (lithium du Salar d'Uyuni) souvent situés dans les territoires indiens, où la concertation préalable avec les populations locales est souvent bâclée.

Ainsi, selon Juan Carlos Choque, représentant de la Central Integradora de Organizaciones Economicas Campesinas (CIOEC), « tous les secteurs économiques ne sont pas pris en compte au même niveau [en particulier les organisations économiques paysannes considèrent avoir été exclues des principaux espaces de débat et préparation du sommet - NDA]... Les propositions des acteurs sociaux n'ont pas été assez prises en compte dans les déclarations du sommet, les déclarations des tables rondes étaient préparées d'avance ». Le travail des tables rondes a en effet dans la majorité des cas consisté à revoir la forme d'un document préparé à l'avance et le valider, les débats de fond ayant eu lieu les semaines précédentes, lors du pré-sommet, pendant lequel tous les mouvements sociaux n'ont pu participer.

On observe par ailleurs, au travers des propositions ou projets présentés sur les stands ou dans les conférences indépendantes, des positionnements qui relativisent la fermeté des déclarations officielles. C'est ainsi que le REDD, condamné violemment par la déclaration des droits de la Terre Mère et par la table ronde « Forêt » et « danger des marchés de carbone », reste un mécanisme qui permet de financer des projets de conservation intégraux. Des projets cohérents de conservation de zones forestières en gestion communautaire ont été présentés. C'est le cas du projet « Programa Indígena de REDD en la Amazonia Boliviana » développé par la Fondation Amis de la Nature (FAN) et la Confederación de Pueblos Indígenas del Oriente Boliviano (CIDOB) qui envisage la possibilité d'un financement de type REDD afin de viabiliser une gestion forestière communautaire et une valorisation durable de produits forestiers en particuliers non-ligneux au travers de l'écotourisme. « La comptabilisation du carbone séquestré maintenu par le projet peut servir à obtenir des financements des pays industrialisés mais ne devrait pas être décompté des compromis de réduction d'émissions » déclare Delfredo Moreno, technicien de la CIDOB. L'enjeu du REDD serait dans ce cas la négociation d'un financement de la conservation des forêts sans contreparties ni échappatoire dans la réduction réelle des émissions. Dans l'attente de nouveaux mécanismes de valorisation de l'atténuation à mitigation du changement climatique, de tels projets continuent d'être exécutés, ... même en Bolivie.

- **La question des financements et de la réduction d'émission de GES en l'absence des pays les plus concernés**

Sur la question des financements, en plus de l'engagement de réduction d'émission de 50%, les pays industrialisés se sont vu sommés de garantir 6% de leur PIB pour financer l'adaptation et la transformation des systèmes de production dans le pays du Sud. La possibilité évoquée d'un fond d'adaptation géré par les pays du Sud permettrait d'éviter notamment les problèmes d'ingérence reprochés aux mécanismes de type REDD ou MDP. Mais justement, les pays industrialisés ont brillé par leur absence ou leur silence. Face à l'irréalisme des propositions (50% de réductions d'émission de GES quand les négociations passées oscillent entre 5 et 10% et les réductions effectives proches de 0% ; 6% du PIB affecté à l'adaptation quand l'APD ne dépasse rarement les 1%...) tous les engagements qui leur ont été assignés risquent de rester lettre morte. Au sujet de ces propositions, Nations Unies, FAO ou pays industrialisés ne se sont pas prononcés durant le sommet.

Conclusions : "le vingtième siècle fut celui des droits de l'Homme, le vingt-et-unième siècle sera celui des droits de la Terre" (Evo Morales)

Malgré le manque de participation des gouvernements la première Conférence Mondiale des Peuples Sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère a eu un grand succès. Elle peut être considérée comme une avancée très significative vers la consolidation d'une « diplomatie des peuples » parallèle et complémentaire à la diplomatie des Nations.

Afin de visibiliser l'accumulation des forces sociales et de concrétiser les actions nécessaires pour lutter contre le changement climatique, les participants de la conférence appellent à la constitution du « Mouvement mondial des peuples pour la Terre Mère ». Ce mouvement est chargé de diffuser les « Accords des Peuples » au niveau local, national et international et récupérer les différents avis et suggestions. Evo Morales a déjà présenté les conclusions de la conférence au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon. Même si l'organisation d'un référendum mondial sur les actions à mener face au changement climatique semble difficile à imaginer, d'autres propositions comme la création d'un tribunal climatique commencent à germer dans les sphères politiques et intellectuelles occidentales. Dans tous les cas, on peut s'attendre à une forte représentation du « Mouvement mondial des peuples pour la Terre Mère » à la COP 16 de Cancún en décembre 2010.

Le sommet a aussi permis de replacer les débats spécifiques sur le changement climatiques, généralement cantonnés à des calculs de carbone émis, séquestré ou sauvé de la combustion, au centre d'un débat plus vaste et plus intégré sur les modèles de développement à imaginer pour l'humanité, plus justes et plus durables. Les valeurs qui se sont débattues sont allées bien au-delà de celles de la seule convention sur le changement climatique, en s'étendant à celles des autres conventions des nations Unies comme la biodiversité ou les zones humides, et en rappelant les principes déjà énoncés à Rio en 1992.

Mais, si le sommet a pu produire 2 documents forts que sont l'accord des peuples et la déclaration des droits de la Terre Mère, il n'a pu déboucher sur la création de mécanismes concrets de financements de l'adaptation ou de réduction des émissions de GES que la déclaration se contente d'exiger au pays industrialisés. Finalement, c'est un retour à l'application du protocole de Kyoto qui a été préconisé malgré ses failles actuelles et les nombreuses critiques qu'il a reçues de la part des participants.

Quelles suites peut-on maintenant espérer de Tiquipaya ? Tout d'abord un long travail de vulgarisation déjà entrepris par Evo Morales depuis le sommet en présentant notamment les déclarations du sommet à L'ONU et au G77+Chine. La déclaration a déjà fait écho en France où la profondeur des échanges du sommet a été saluée par les ONG et personnalités politiques. La déclaration de Tiquipaya a d'ores et déjà été incluse dans le programme de la COP de Cancún et un sommet parallèle de contrôle social semble déjà s'organiser à l'initiative des organisations paysannes mexicaines et de la Via Campesina. Une vraie dynamique diplomatique s'est mise en place.

La proposition de mécanismes de financements directement gérés par les pays du sud, principales victimes du changement climatique signifie aussi implicitement une forte participation de la société civile quant à la gestion, planification, contrôle des actions à mener au sud. Le principe est posé, reste à imaginer les mécanismes.

Liens :

[Site officiel de la CMPCC](#)

[Article du monde.fr sur la conférence de Cochabamba](#)

<http://www.cumbrescambioclimatico.org/>